

2000 contre un

Munich (DK) Dans l'Office européen des brevets (OEB) en crise, le président est confronté au fléchissement du soutien que lui apportent les États membres. Dehors, au même moment, 2000 collaborateurs réclament sa démission.



Munich : 2000 contre un

« Ne touche pas à nos représentants du personnel », exigent les collaborateurs de l'Office européen des brevets à Munich. Ils demandent haut et fort au président Benoît Battistelli de démissionner. - Photo : Wenisch

Ion Brumme est sans cesse contraint d'interrompre son discours. Les quelque 2000 collaborateurs qui se sont regroupés devant l'Office européen des brevets au bord de l'Isar à Munich poussent sans cesse des cris véhéments : « Démission ! Démission ! », clament-ils en direction de l'OEB, un des principaux offices pour l'économie européenne, qui menace, depuis des mois, de sombrer dans le chaos.

L'exigence d'une démission est volontairement prononcée en français. Car elle s'adresse au président français de l'OEB, Benoît Battistelli, qui s'est fâché avec de nombreux collaborateurs et qui livre une lutte sans merci pour le pouvoir contre le syndicat USOEB. Que ses collaborateurs se rassemblent devant ses bureaux pour manifester contre lui, M. Battistelli y est désormais habitué, puisque cela se produit régulièrement depuis à peu près un an et demi. La manifestation d'hier avait, cependant, une signification particulière.

En effet, en même temps que plus de la moitié des quelque 4 000 collaborateurs de l'OEB travaillant à Munich protestaient, le Conseil d'administration de l'Organisation des brevets était réuni dans le bâtiment. La session était attendue dans un climat lourd de tension, car elle avait été précédée par la révélation publique de discordances entre M. Battistelli et le Conseil d'administration. Le soutien dont le président controversé disposait au sein de l'instance de contrôle, dans laquelle les 38 États membres de l'organisation internationale sont représentés,

avait manifestement molli au cours des derniers mois. On avait même entendu des spéculations sur un vote de défiance à l'égard de M. Battistelli. Les prises de position officielles sur les résultats de la séance du Conseil d'administration, qui continue aujourd'hui, ne seront connues qu'à son issue.

Pour Ion Brumme, il n'y a qu'une solution : « Battistelli ne doit plus être toléré ! » et « Battistelli ! Il est temps de partir ! », lance-t-il à la foule, récoltant ainsi hourras et applaudissements. M. Brumme est l'un des deux principaux responsables syndicaux et représentants du personnel mis récemment à la porte par M. Battistelli. L'annulation des licenciements avec une enquête indépendante sur les accusations de harcèlement moral à l'origine du renvoi ne sont qu'une des revendications des manifestants. Ils réclament aussi, entre autres : la fin de la surveillance, le respect des principes de l'État de droit lors des investigations internes et la fin des contrôles tatillons des employés malades.

Elizabeth Hardon, l'autre syndicaliste licenciée, accuse M. Battistelli de vouloir diviser l'USOEB. Les représentants du personnel d'autres sites de l'OEB rapportent que le Conseil d'administration renforce la pression sur M. Battistelli. Il est également donné lecture de chiffres censés exprimer le malaise des collaborateurs. D'après une enquête auprès des collaborateurs, la proportion de collaborateurs présentant des problèmes psychiques à cause de la pression de travail excessive au sein de l'Office serait passée, au cours des trois dernières années, de deux à onze pour cent.

Le sujet s'est désormais invité au beau milieu de la politique bavaroise. Les représentants Freien Wähler (FW) ont déposé hier au parlement du Land une demande d'urgence sous le libellé « Assurer un niveau bavarois de protection des travailleurs dans toute la Bavière : l'Office européen des brevets doit s'engager ! ». Dans ce document, ils regrettent l'existence au sein de l'OEB d'« insuffisances manifestement très graves » concernant la situation des employés au regard du droit du travail. Ils estiment que le niveau bavarois de protection des travailleurs devrait s'appliquer sur tout le territoire de l'État libre de Bavière, bien que l'Office des brevets soit une institution extraterritoriale.

« La Bavière ne peut assister sans réagir à des agissements contraires aux droits de l'Homme lorsqu'ils se commettent à l'Office européen des brevets, dont le siège est à Munich » a déclaré la porte-parole pour les questions de politique sociale du groupe FW, Gabi Schmidt. Le plus intolérable, aux yeux des FW, ce sont les enquêtes internes au sein de l'OEB au cours desquelles les accusés n'ont pas le droit de refuser de déposer.

À l'Office des brevets, les manifestations sont, cependant, accueillies avec une relative sérénité. Le service communication a ainsi déclaré que le fait que ces manifestations soient autorisées et considérées comme un droit fondamental montre bien qu'un dialogue social est possible. Selon ce service, l'offre du président de s'entretenir avec les organisations syndicales tient toujours et l'USOEB est appelée à revenir à la table des négociations. Alors que résonnent simultanément les cris de « Démission ! » lancés par 2000 collaborateurs, le dialogue s'annonce néanmoins assez difficile.

Daniel Wenisch

Munich : les collaborateurs de l'Office européen des brevets exigent haut et fort la démission de leur président – Pour en savoir plus :

<http://www.donaukurier.de/nachrichten/panorama/thema/Muenchen-2000-gegen-einen;art201586,3194682#plx146059847>